

## L'Allemagne et les autres pays de la zone euro : en réalité, un conflit permanent

*L'histoire de l'Allemagne et des autres pays de la zone euro n'est pas celle de la construction d'une coopération croissante entre les politiques et les stratégies économiques, mais au contraire celle d'une succession de conflits liés à l'absence de coopération. On a en effet connu :*

- *la crise économique générée dans les pays du Système Monétaire Européen (SME) par la hausse des taux d'intérêt de l'Allemagne après la réunification (hausse décidée sans aucune considération pour ses effets sur les autres pays du SME) ;*
- *à la suite de cette crise, l'explosion du SME et les dépréciations des monnaies vis-à-vis de l'Allemagne, qui conduisent à une surévaluation massive du mark destructrice pour l'économie allemande ;*
- *partant ensuite de cette situation de surévaluation du mark, figée par la création de l'euro, la longue période de compression des coûts salariaux en Allemagne, dont l'objectif (atteint) était de regagner des parts de marché vis-à-vis des autres pays européens, donc de baser la croissance de l'Allemagne sur l'affaiblissement de l'industrie dans le reste de la zone euro.*

*Cette dernière stratégie s'effondre aujourd'hui ; puisqu'elle affaiblissait les pays de la zone euro, hors de l'Allemagne, elle ne pouvait être efficace que tant que ces pays stimulaient leur demande intérieure par le crédit, ce qui n'est plus possible après la crise.*

*Quelle sera alors la prochaine politique non-coopérative entre l'Allemagne et les autres pays de la zone euro ? Probablement des politiques de déficits publics durablement très importants, en dehors d'Allemagne, visant à stimuler l'économie des pays, et financés par les excédents d'épargne de l'Allemagne.*

**22 ans d'absence de coopération entre l'Allemagne et les autres pays de la zone euro**

Cette histoire commence il y a 22 ans, en **1987 avec la création du Système Monétaire Européen** (fixité des taux de change entre l'Allemagne, la France, l'Espagne, l'Italie, et aussi le Royaume-Uni, entre autres). **Pendant ces 22 ans, l'équilibre économique entre l'Allemagne et les autres pays de la zone euro a constamment été non coopératif :**

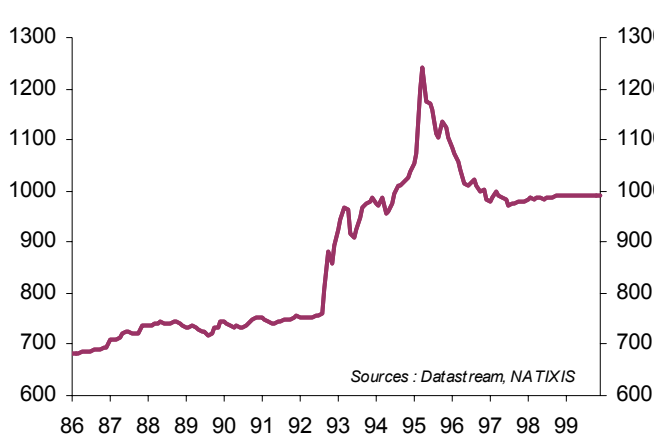
- politique de taux d'intérêt de l'Allemagne pendant le SME ;
- politique de changes faibles des autres pays (sauf la France) après l'explosion du SME ;
- politique de compression des coûts salariaux en Allemagne après la création de l'euro ;
- et cette dernière politique venant de s'effondrer avec la crise, probablement dans le futur politique de déficits publics très élevés des pays de la zone euro autres que l'Allemagne.

**La politique de taux d'intérêt de l'Allemagne pendant le Système Monétaire Européen (SME)**

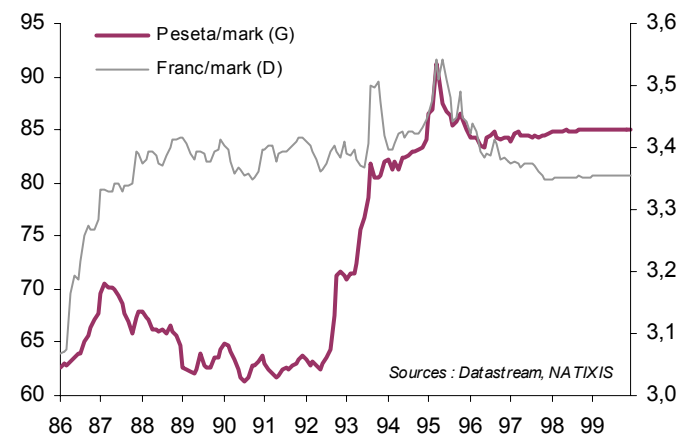
La fixation des taux de change entre l'Allemagne, la France, l'Espagne et l'Italie (**graphiques 1a-b**) était de toute manière **une mauvaise idée en raison des écarts d'inflation vis-à-vis de l'Allemagne**, les autres pays, surtout l'Espagne et l'Italie, ayant conservé une inflation assez forte (**graphique 2**).

**Mais l'explosion du SME résulte de la réunification allemande et de la hausse des taux d'intérêt qu'elle provoque en Allemagne** en réponse à la hausse de l'inflation et de la demande (**graphique 3**).

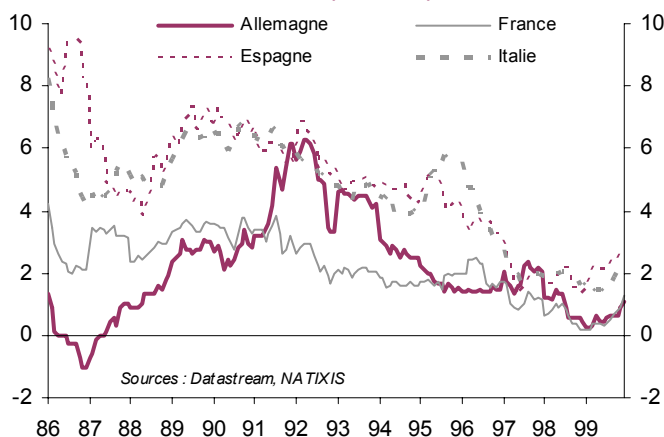
**Graphique 1a**  
Change : lire contre mark



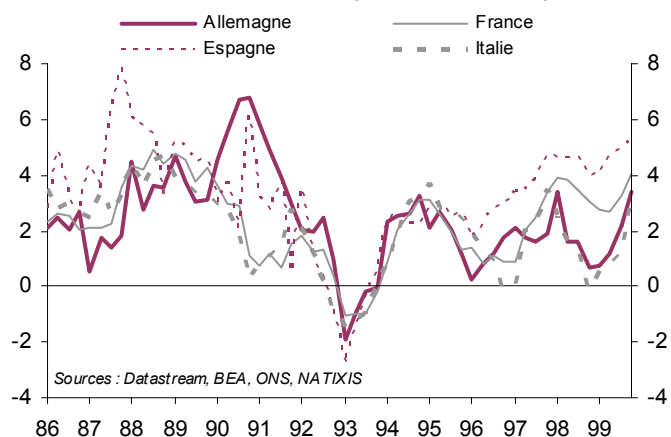
**Graphique 1b**  
Change contre Mark



**Graphique 2**  
Inflation (GA en %)

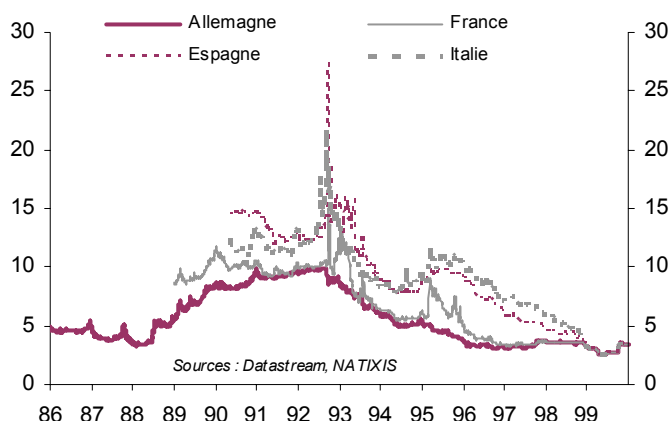


**Graphique 3**  
Croissance du PIB (volume, GA en %)

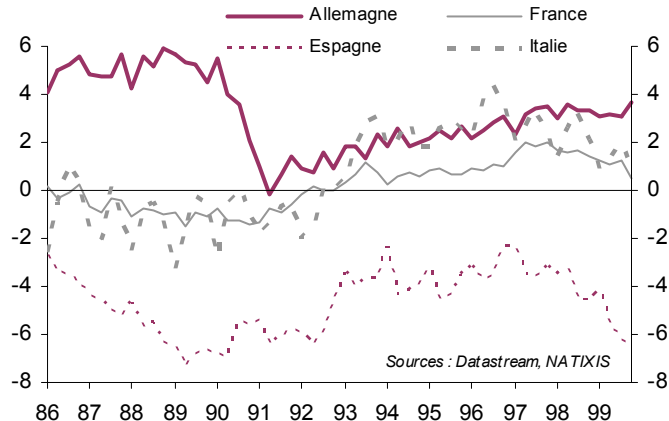


Cette hausse des taux d'intérêt est nécessairement répercutée et amplifiée par les autres pays (**graphique 4**) pour maintenir la stabilité de leur monnaie par rapport au mark, ce qui affaiblit leur demande intérieure et leur activité déjà entamée par la dégradation du commerce extérieur (**graphique 5**) due à l'appréciation réelle de leur taux de change.

**Graphique 4**  
Taux d'intérêt 3 mois



**Graphique 5**  
Balance commerciale des biens (en % du PIB)



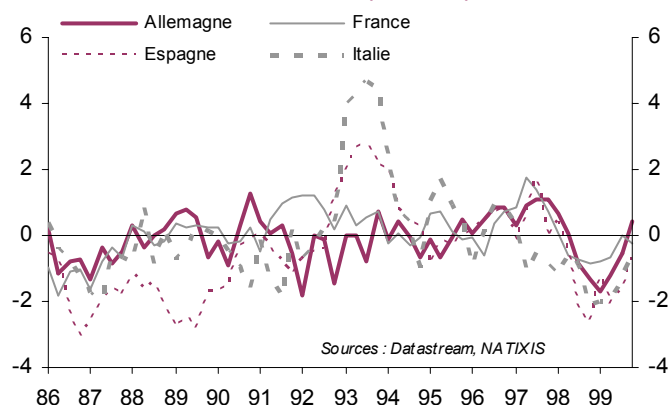
**La hausse des taux d'intérêt décidée par l'Allemagne (par la Bundesbank) est basée sur l'analyse de la seule économie allemande et est non-coopérative, puisqu'elle ignore les effets de la hausse des taux d'intérêt sur les autres pays du SME.** Une politique coopérative après la réunification allemande aurait par exemple consisté à apprécier le mark par rapport aux autres monnaies européennes, ce qui aurait réduit les pressions inflationnistes en Allemagne sans réduire l'activité dans les autres pays. Cette politique non coopérative de l'Allemagne conduit à l'explosion du Système Monétaire Européen.

## L'explosion du SME

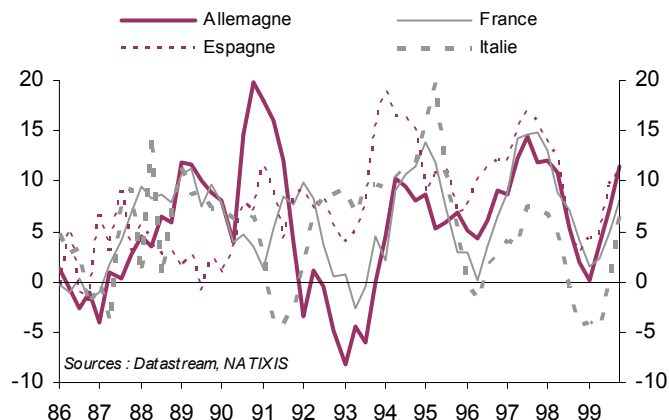
Le SME explose en 1992 après la hausse des taux d'intérêt européens, quand les autres pays (ce qui inclut le Royaume-Uni) décident **d'abandonner l'ancrage au mark**, de baisser leurs taux d'intérêt (**graphique 4** plus haut) et de déprécier leurs devises (à l'exclusion de la France, **graphiques 1a-b** plus haut).

Cette décision améliore leurs économies qui retrouvent la croissance à partir de 1994 (**graphique 3** plus haut) avec la hausse de la demande intérieure due à la baisse des taux d'intérêt et avec l'amélioration du commerce extérieur (**graphique 5** plus haut, **graphiques 6a-b**) due à la dépréciation du change.

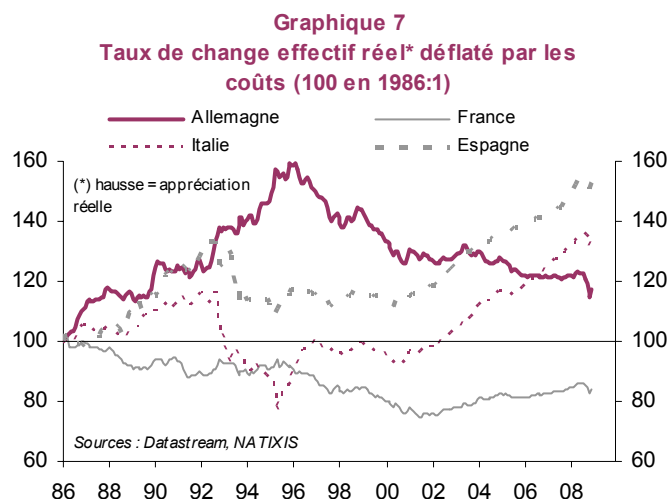
**Graphique 6a**  
Contribution du commerce extérieur à la croissance (GA en %)



**Graphique 6b**  
Exportations en volume (GA en %)



La décision de sortir du SME (par l'Espagne, l'Italie et le Royaume-Uni) **n'est pas coopérative, puisqu'elle provoque une surévaluation réelle durable du mark allemand (graphique 7), d'où une crise économique en Allemagne (graphique 3 plus haut) due à la fois à la politique monétaire domestique restrictive et à la perte de compétitivité (graphiques 6a-b).**



Il faut attendre 2003 pour que la compétitivité-prix de l'Allemagne revienne au niveau de celle de l'Espagne ou de l'Italie.

**La politique de compression des coûts en Allemagne**

**Le niveau excessif des coûts de production en Allemagne (graphique 7, tableau 1) conduit à ce que l'Allemagne mette en place une politique durable de compression des coûts.**

**Tableau 1**  
**Coûts horaire moyen de la main-d'œuvre dans l'industrie manufacturière (en € par heure)**

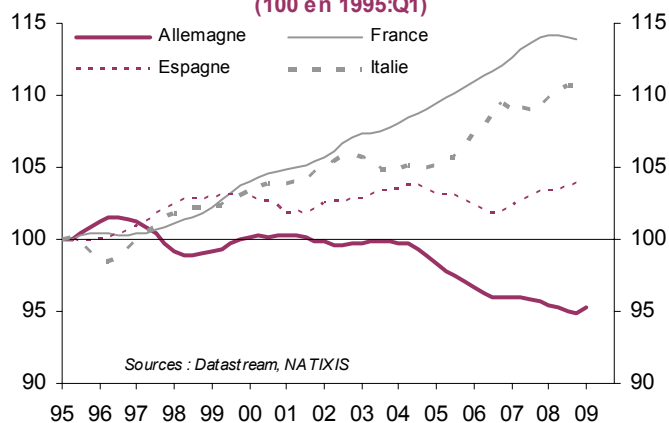
	Allemagne	France	Espagne	Italie
1995	-	-	-	-
1996	22.90	22.09	14.43	17.59
1997	23.30	22.52	14.19	18.92
1998	23.60	22.94	14.13	18.30
1999	24.00	23.57	14.22	18.68
2000	25.00	24.84	14.22	18.99
2001	25.60	26.00	13.07	19.27
2002	26.20	27.04	13.63	19.99
2003	26.80	27.68	14.21	20.64
2004	26.90	28.46	14.76	21.39
2005	27.20	29.29	15.22	-
2006	27.70	30.25	15.77	-
2007	-	25.25	16.39	-

Sources: BLS, Eurostat

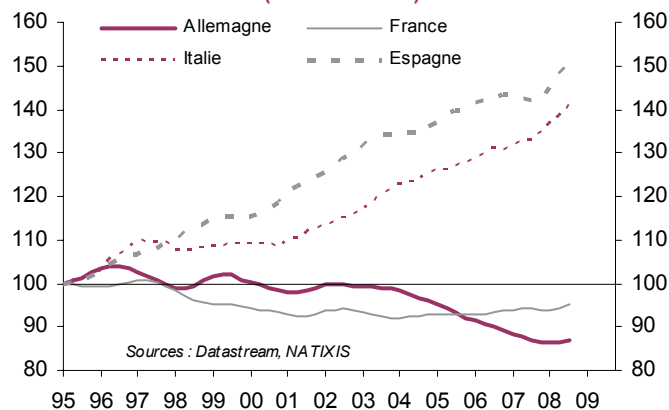
Cette politique de compression des coûts prend diverses formes :

- **freinage des salaires (graphiques 8a-b) ;**
- **réforme fiscale**, avec transfert des charges sociales vers la fiscalité indirecte (graphique 9) ;
- **délocalisations massives vers les pays émergents**, qu'on voit par exemple à la hausse des importations des biens intermédiaires et à la baisse de l'emploi manufacturier (graphique 10).

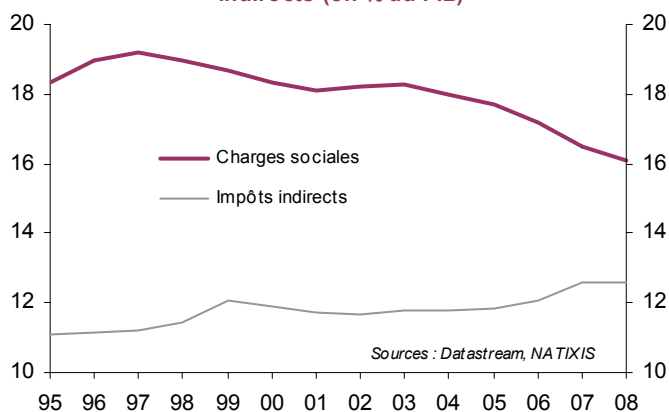
**Graphique 8a**  
Salaire réel par tête déflaté par CPI  
(100 en 1995:Q1)



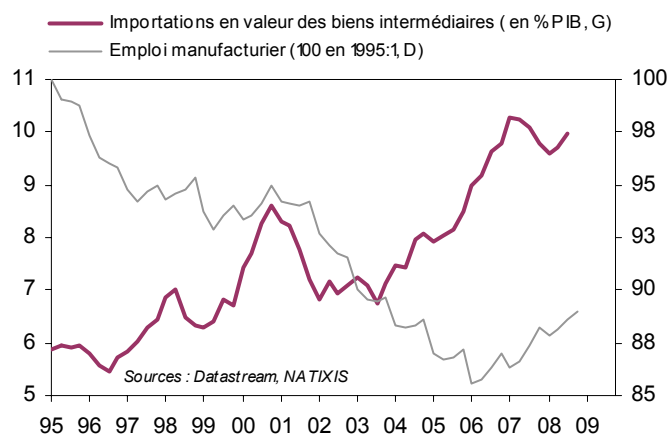
**Graphique 8b**  
Coût salarial unitaire manufacturier  
(100 en 1995:1)



**Graphique 9**  
Allemagne : charges sociales et impôts  
indirects (en % du PIB)

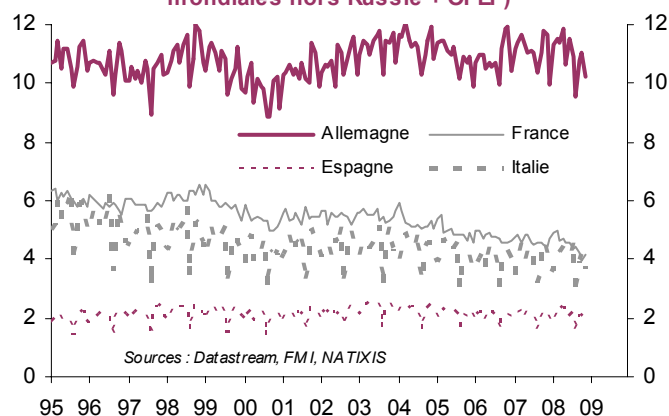


**Graphique 10**  
Allemagne : importations et emploi



Cette politique de compression des coûts, associée à une politique active d'innovation, de montée en gamme (**tableau 2**) permet à l'Allemagne, à la différence de la France, de l'Espagne, de l'Italie, de stabiliser ses parts de marché dans le commerce mondial (**graphique 11**).

**Graphique 11**  
Exportations en valeur (en % des exportations  
mondiales hors Russie + OPEP)



**Tableau 2**  
Dépenses de R&D totales (en % du PIB)

Pays	2005	2006	2007
	Totales	Totales	Totales
Allemagne	2,46	2,43	2,44
France	2,13	2,12	2,12
Italie	1,09	1,09	1,08
Espagne	1,12	1,18	1,19

Dépenses de R&D en entreprises (en % du PIB)

Pays	2005	2006
	Entreprises	Entreprises
Allemagne	1,76	1,76
France	1,32	1,31
Italie	0,55	0,55
Espagne	0,61	0,63

Nombre de chercheurs (pour 10000 emplois)

Pays	2004	2005
Allemagne	43,12	46,00
France	99,33	91,84
Italie	33,78	34,67
Espagne	8,36	8,79

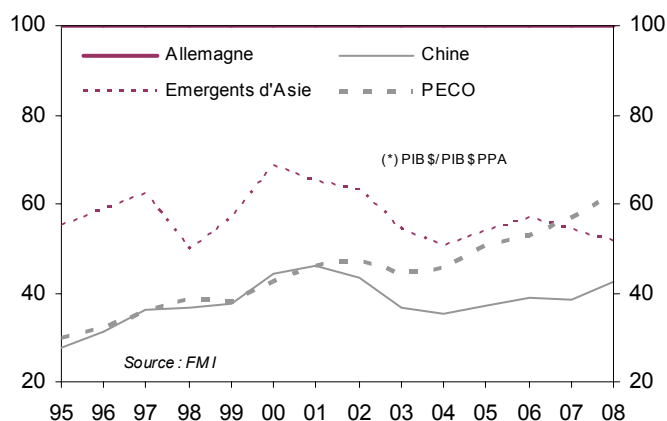
Nombre de brevets triadiques (par million d'habitants)

Pays	2004	2005
Allemagne	76,23	76,01
France	39,15	39,28
Italie	12,16	12,32
Espagne	4,68	4,71

Sources : OCDE, Principaux indicateurs de la science et de la technologie

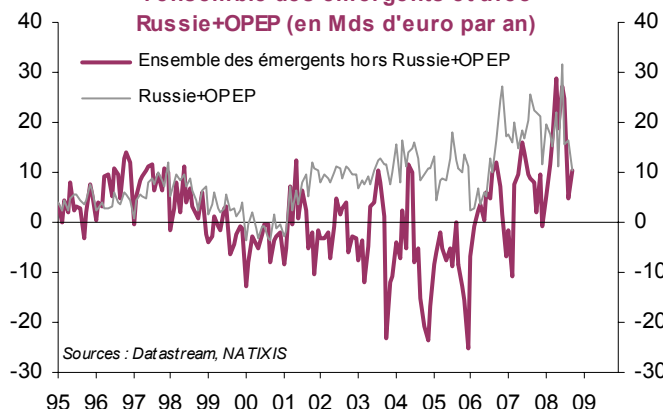
**Mais cette politique de compression des coûts de l'Allemagne est clairement non-coopérative vis-à-vis des autres pays de la zone euro.** Elle ne permet pas à l'Allemagne, compte tenu des écarts de coûts (**graphique 12**) et des délocalisations (de l'outsourcing) de gagner des parts des marché dans les pays émergents (**graphique 13a**), mais elle lui permet de gagner des parts de marché vis-à-vis des autres pays de la zone euro (**graphique 13b**).

**Graphique 12**  
Coût salarial unitaire\* (Allemagne = 100)



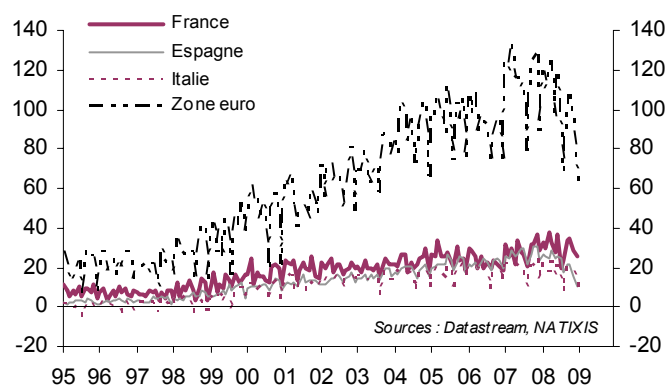
Graphique 13a

**Balance commerciale de l'Allemagne avec l'ensemble des émergents et avec Russie+OPEP (en Mds d'euro par an)**



Graphique 13b

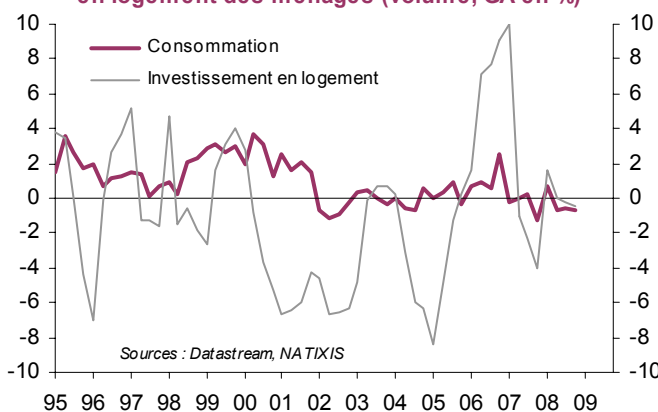
**Allemagne : balance commerciale avec ... (Mds € par an)**



Cette politique de l'Allemagne base donc le redressement de l'Allemagne d'abord sur la faiblesse de la demande des ménages en Allemagne (graphique 14) puis sur l'affaiblissement de l'industrie dans les autres pays de la zone euro (visible aux pertes de parts de marché de ces pays, graphique 11 plus haut, à l'évolution de leurs balances commerciales, graphique 15).

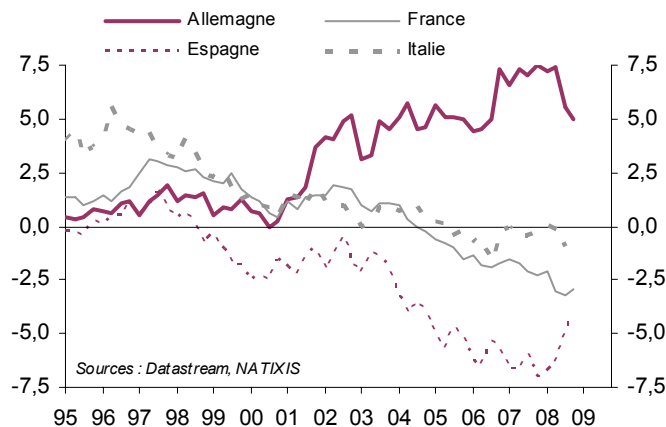
Graphique 14

**Allemagne : consommation et investissement en logement des ménages (volume, GA en %)**



Graphique 15

**Balance commerciale (valeur, en % du PIB)**

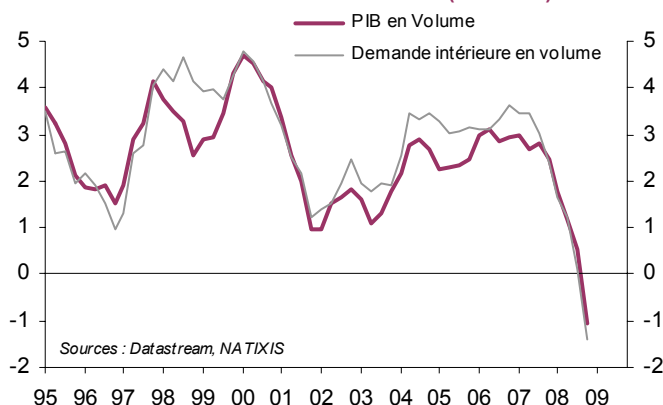


### L'échec de cette dernière stratégie non-coopérative avec la crise

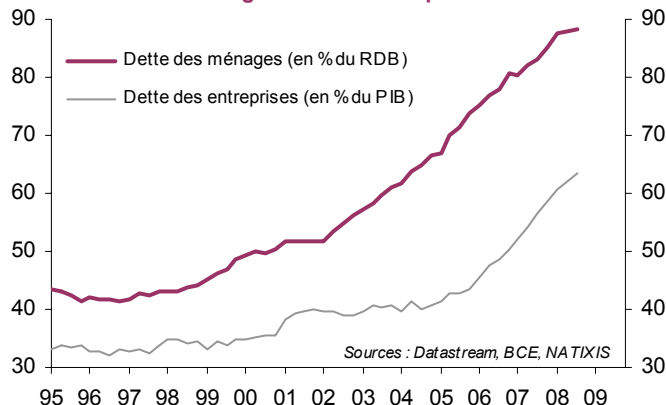
Cette stratégie (non-coopérative) de l'Allemagne consistait donc à gagner des parts de marché dans les autres pays de la zone euro. **Il en résulterait un transfert de production de ces pays vers l'Allemagne. Mais cette stratégie n'était efficace pour l'Allemagne que si les économies des autres pays de la zone euro ne s'affaiblissaient pas trop** : il ne sert à rien de gagner des parts de marché dans des pays en croissance nulle !

Le maintien d'économies assez dynamiques en dehors d'Allemagne (graphique 16) avait été assuré, jusqu'à la crise, par la hausse de l'endettement dans ces pays qui y stimulait la demande malgré la désindustrialisation (graphique 17).

**Graphique 16**  
Zone euro hors Allemagne : demande intérieure et PIB en volume (GA en %)

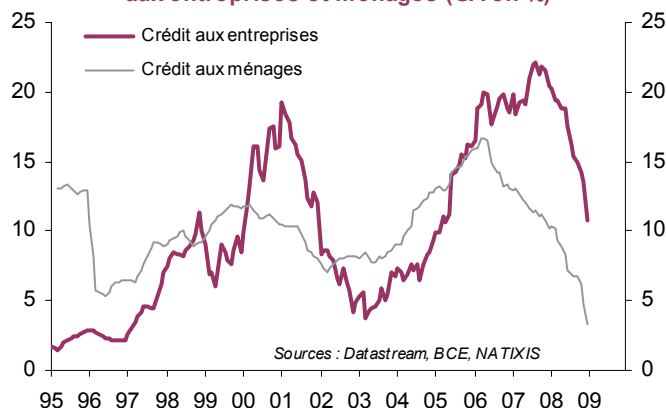


**Graphique 17**  
Zone euro hors Allemagne : dette des ménages et des entreprises



**Mais la crise, qui résulte de l'excès d'endettement, déclenche un mouvement de désendettement (graphique 18) qui va affaiblir ces économies et ruiner la stratégie de gains de parts de marché de l'Allemagne à l'intérieur de la zone euro.**

**Graphique 18**  
Zone euro hors Allemagne : crédits bancaires aux entreprises et ménages (GA en %)



**Synthèse : quelle est la prochaine politique non-coopérative dans la zone euro ?**

**La zone euro a donc connu une succession ininterrompue de politiques non-coopératives depuis plus de 20 ans :**

- hausse des taux d'intérêt de l'Allemagne dans le Système Monétaire Européens (SME) ;
- sortie des autres pays du SME ;
- politique de compression des coûts et de gains de parts de marché en Europe de l'Allemagne.

Cette dernière politique perd son sens avec la crise, avec le désendettement qui va conduire à une demande intérieure durablement faible dans la zone euro.

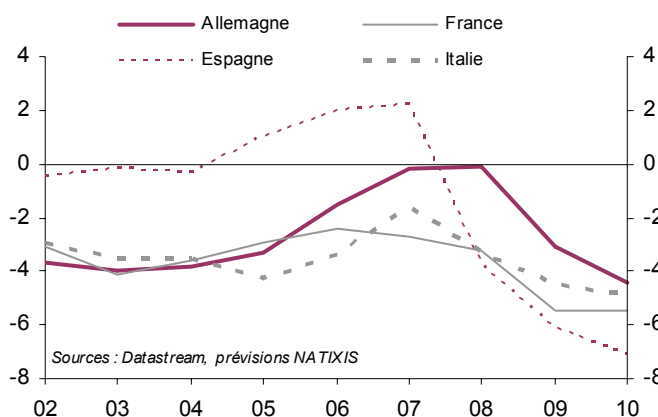
**Quelle est alors, après la crise, la prochaine politique non-coopérative ?**

La précédente étant due à l'Allemagne, la prochaine doit venir normalement des autres pays de la zone euro.

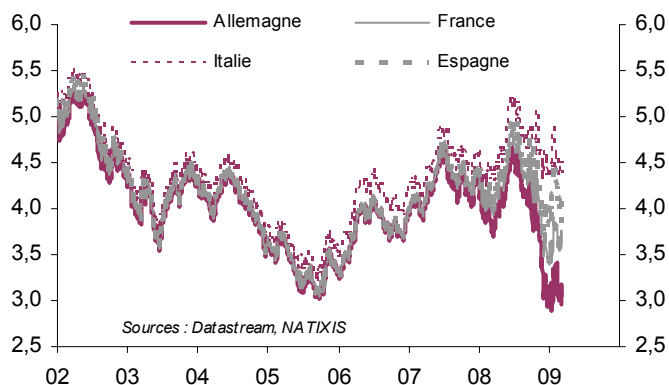


Il peut s'agir d'une exploitation de l'excès d'épargne de l'Allemagne (visible aux balances commerciales, graphique 15) pour financer sans difficulté les difficultés des déficits budgétaires considérables que les autres pays vont devoir mettre en place (graphique 19).

**Graphique 19**  
Déficit public (en % du PIB)



**Graphique 20**  
Taux 10 ans dettes publiques



Ces pays vont utiliser ces déficits publics pour soutenir leur économie et les financer à partir de l'épargne, de coût faible, des allemands (**graphique 20**), même si les spreads de taux ont augmenté.

**Cette politique est non-coopérative si les externalités vis-à-vis de l'Allemagne des politiques budgétaires expansionnistes des autres pays ne sont pas positives**, ce qui peut être le cas (baisses d'impôts sur les entreprises, subventions avec des biais nationaux...).